

<https://snetap-fsu.fr/Occitanie-Quoi-qu-il-en-coute-Sauf-pour-l-education.html>



# Occitanie - Quoi qu'il en coûte ? Sauf pour l'éducation ?

- En Région -

Date de mise en ligne : vendredi 9 avril 2021

---

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

---



**Depuis les annonces de fermetures de classes et de réduction des moyens dans les lycées agricoles publics de la région Occitanie, le 11 mars 2021, les manifestations se sont multipliées : 23 mars à Nîmes, 25 mars pour une manifestation régionale à Toulouse, 8 avril à Carcassonne.**

Le 8 avril 2021, à l'appel de l'intersyndicale de l'enseignement agricole public de la région Occitanie, des dizaines de personnels, professionnel.les, parents et élu.es se sont rassemblées devant le lycée agricole de Carcassonne, puis devant la Préfecture.

Une délégation a été reçue par la directrice de cabinet du préfet qui s'est engagée à transmettre les revendications des manifestant.es.

À la seule petite lunette comptable que semble avoir le ministre, Julien Denormandie, dont le désintérêt pour l'enseignement agricole est évident, les manifestant.es ont opposé conditions d'étude et réussite des élèves, enjeu pour l'agriculture et les territoires ruraux, attractivité des lycées agricoles publics d'Occitanie !

À l'heure où nous voyons les conséquences désastreuses des fermetures de lits dans les hôpitaux publics, nous réaffirons notre opposition aux fermetures de classes, a fortiori d'établissements publics d'enseignement (tel qu'évoqué par le [DRAAF](#)), et exigeons un collectif budgétaire afin de rétablir les postes supprimés.

De la communication et du slogan présidentiels (« quoi qu'il en coûte »), nous retenons : « *La santé gratuite, sans condition de revenus, de parcours ou de profession, notre État-providence, ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe.* » (Discours du 12 mars 2020)

Nous sommes convaincu.es que l'éducation et l'enseignement sont également des biens précieux pour l'avenir, aussi nous restons déterminé.es .

Nous appelons les personnels, les usager.ères, les partenaires de l'enseignement agricole public à signer la pétition et à amplifier la mobilisation !

[Pour signer la pétition, cliquez ici.](#)

Carcassonne, le 8 avril 2021

## **La mobilisation a des soutiens :**

**Communiqué de la Confédération paysanne de l'Aude**

**MOBILISATION JEUDI 8 AVRIL 14H DEVANT LA PRÉFECTURE DE CARCASSONNE CONTRE LE CHANTIER**

### DE DÉMOLITION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC POUR DES PAYSANNES ET PAYSANS NOMBREUX

Alors qu'il y a urgence à redonner des moyens et des ambitions à l'enseignement agricole public pour former et installer plus de paysannes et de paysans et réussir la transition agroécologique, l'État ferme des classes et envisage même à moyen terme de fermer des établissements.

L'Élysée annonçait il y a quelques semaines vouloir lancer « un chantier sur la transmission et le renouvellement des générations ». Le Président n'avait pas précisé qu'il s'agissait en réalité d'un chantier de démolition de l'école publique ouvrant un boulevard à des initiatives privées comme celle de son ancienne conseillère agricole, Audrey Bourolleau et de Xavier Niel ( qui rachetait en 2010 *Le Monde*, sous les conseils d'un banquier d'affaires, Emmanuel Macron) qui projettent l'ouverture d'une école d'agriculture en région parisienne.

Est-ce ça le projet de la majorité présidentielle pour les générations agricoles ? Faire une croix sur le service public d'enseignement, fragilisé par la répétition de plans de suppressions d'emplois appelés à se poursuivre en 2021 et 2022, et faire financer par de grands investisseurs privés ce qui relève de l'intérêt général ! Les chiffres pour la région Occitanie sont éloquentes, 46 établissements privés pour 22 publics, une augmentation de la population proche de 1,5 millions de personnes en 10 ans et une diminution du nombre d'exploitations et d'entreprises agricoles d'un tiers, passant de 73 223 à 49 002 sur la même période. (source Agreste)

Les infrastructures et les outils de formation existent déjà, connectés et insérés dans les territoires pour accompagner toutes celles et ceux qui veulent s'installer. Les fonds publics dédiés existent mais ils sont insuffisants et leur répartition doit être réformée pour être à la hauteur des enjeux et des besoins.

La Confédération paysanne de l'Aude s'associe donc à la mobilisation de l'inter syndicale de l'enseignement agricole à 14h devant la Préfecture de l'Aude ce jeudi 8 avril.

- [Courrier de Me Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie adressé au Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation](#) ;
- [Courrier de Me Hélène SANDRAGNÉ, Présidente du Conseil départemental de l'Aude adressé à M. Florent GHUL, DRAAF de la région Occitanie](#) ;
- [Courrier des sénateurs PS d'Occitanie, en date du 8 avril 2021](#).

On en parle dans la presse :

- [article du \*Midi Libre\* en date du 9 avril 2021](#) ;
- [article de la \*Dépêche du Midi\* en date du 14 avril 2021](#).